



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROSERUM SA (usine)

BP 17
70170 Port-Sur-Saône

Références : UID257090/SPR/CD/2025-1128
Code AIOT : 0005901243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement EUROSERUM SA (usine) implanté Route de Villers 70170 Port-sur-Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le contexte du suivi postérieur aux cas groupés de légionellose dans un quartier de la commune de Port-sur-Saône, cette visite d'inspection est conduite conjointement avec la tenue d'un contrôle inopiné "légionelles" sur la tour aéroréfrigérante du site d'Euroserum.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSERUM SA (usine)
- Route de Villers 70170 Port-sur-Saône
- Code AIOT : 0005901243

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROSERUM est implantée sur plusieurs sites en France (siège social à Port-sur-Saône). Elle emploie environ 150 personnes au sein de l'usine sise à Port-sur-Saône, spécialisée dans la production de poudre de lait infantile. Ce produit est fabriqué par déminéralisation du lactosérum (également appelé petit-lait) collecté dans les fromageries de la région. L'usine relève de la directive IED au titre du BREF FDM (industrie agroalimentaire et laitière). Elle dispose d'une station d'épuration (STEP) interne située à un peu plus de 1.5 km plus au Sud en bord de Saône pour traiter ses eaux résiduelles. L'usine est réglementée par l'arrêté préfectoral recodificatif du 14 décembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A date de rédaction du présent rapport d'inspection, les résultats définitifs du contrôle inopiné ne sont pas encore connus. Les résultats provisoires font état de l'absence de *Legionella Pneumophila* (concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à la limite de quantification de 1 000 UFC/L).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Contenu de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Stratégie de traitement préventif de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b----- 26.I.2.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Utilisation de biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Produits de décomposition des biocides	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	Procédures écrites	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Concentration en Legionella pneumophila supérieur ou égal à 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a-----26.II.1.b-----26.II.1.c-----26.II.1.d-----26.II.1.e-----26.II.1.f	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Concentration en Legionella pneumophila entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a-----26.II.2.b	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Emplacement et marquage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Demande d'action corrective	10 jours
17	Obligation de port d'EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI	Demande d'action corrective	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Fréquence des prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	en vue de l'analyse des légionelles	26.I.1.c	
10	Transmission des résultats à l'inspection	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Sans objet
11	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Sans objet
15	Entretien des appareils et réserves en produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un mode opératoire "procédé", relatif à l'utilisation de la tour aéroréfrigérante a été rédigé, de même qu'une procédure de maîtrise du risque légionelle. Cette dernière fait état des différentes procédures, analyses et suivis à mettre en œuvre conformément aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Néanmoins :

- soit ces suivis et analyses sont absents (exemple : absence d'analyse méthodique des risques, absence d'indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents, ...)
- soit ces procédures sont à compléter (exemple : la procédure de maîtrise du risque légionelle ne comporte pas de procédure spécifique précisant les actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues dans le cadre du logigramme, ...).

Il est important de souligner que malgré ces manquements dans le pilotage et le suivi de l'installation, les résultats d'analyse de *Legionella pneumophila* dans l'eau de la tour aéroréfrigérante sont conformes.

Ces non-conformités conduisent à la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure : maîtrise du risque légionelles (dont la dernière révision n°2 est datée du 2 décembre 2014) : elle évoque une analyse méthodologique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles menée sur l'installation.</p> <p>Constat n°20251117-1 - non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter d'analyse méthodique des risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat n°20251117-1 : l'exploitant mènera sur son installation une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) identifiant tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Cette analyse sera conduite suivant les principes présentés dans le guide pour la réalisation de l'analyse méthodique des risques de prolifération de légionelles (Partie 1 : Principe de l'AMR (2017, Kosamti) et Partie 2 : Réalisation de l'analyse de risque de prolifération de légionelles (2017, Kosamti)).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Contenu de l'analyse méthodique des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; les points critiques liés à la conception de l'installation ;

- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Constats :

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure : maîtrise du risque légionelles (dont la dernière révision n°2 est datée du 2 décembre 2014) : elle évoque une analyse méthodologique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles menée sur l'installation mais n'est pas en mesure de la produire (voir constat n°1). L'exploitant a également transmis postérieurement à l'inspection le mode opératoire procédé : utilisation de la tour aéroréfrigérante dont la dernière révision (n°9) : il comporte dans son annexe n°1 un schéma détaillé de la tour aéro-réfrigérante.

Constat n°20251117-2 - non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter d'analyse méthodique des risques comportant l'ensemble des éléments attendus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20251117-2 : l'exploitant mènera sur son installation une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) comportant :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou à l'entretien, changements dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet ;
- l'analyse des éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité (évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent) ;
- l'évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>[...]</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; • un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; • les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.
<p>Constats :</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure : mode opératoire : utilisation de la tour aéroréfrigérante (dont la dernière révision n°9 est datée du 20 mars 2020). Elle précise les opérations de lavage mensuel et annuel de la tour aéroréfrigérante.</p> <p><i>"Cette marche à suivre se fait :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>En cas de contamination Légionnelle : dépassement du seuil de 100'000 UFC / litre.</i> - <i>en cas de panne de la TAR.</i> <p><i>Arrêt de la TAR.</i></p> <p><i>Avant toute intervention sur la TAR, faire une désinfection comme décrit dans le chapitre 2.2) Lavage annuel. Arrêter les 4 évaporateurs, ce qui entraîne l'arrêt automatique de la TAR."</i></p> <p>Il n'est fait mention d'aucune procédure relative au redémarrage.</p> <p>Constat n°20251117-3 : non-conformité : en l'absence d'AMR, il n'est pas possible de contrôler la mise en œuvre par l'exploitant des actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation.</p> <p>Constat n°20251117-4 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de procédures spécifiques de redémarrage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat n°20251117-3 : suivant les dispositions de l'AMR à conduire, l'exploitant planifie les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation.</p>

Constat n°20251117-4 : l'exploitant établit une procédure spécifique de redémarrage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Analyse méthodique des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que la tour est lavée périodiquement (environ 1 fois par mois à 1 fois toutes les six semaines). La dernière opération de lavage est datée du 13 novembre 2025. Il précise également que les deux ventilateurs font l'objet d'une maintenance tous les deux à trois ans.</p> <p>Constat n°20251117-5 : non-conformité : l'exploitant indique ne pas disposer de plan d'entretien définissant les actions à mener en lien avec chaque facteur de risque identifié dans l'AMR.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat n°20251117-5 : l'exploitant élabore un plan d'entretien (reprenant en particulier les actions de gestion des facteurs de risques identifiés dans l'AMR).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Stratégie de traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien</p> <p>-----</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il réalise une injection journalière de chlore (hypochlorite de sodium - n° index : 017-011-00-1). Une opération de contrôle journalier est réalisée. Elle porte sur le niveau d'hypochlorite de sodium dans le réservoir, sur le fonctionnement du dispositif d'injection / dosage dans le circuit, et sur la mesure du taux de chlore libre (actif) dans le circuit.</p> <p>Constat n°20251117-6 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit et démontrant l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat n°20251117-6 : l'exploitant élabore une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit et démontrant son efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Utilisation de biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p>

[...]

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique réaliser les analyses suivantes :

- du lundi au vendredi : germes totaux ;
- 1 fois par semaine : anaérobie + coliformes + entérobactéries

Ces analyses sont décorréliées de toute action sur la tour aéroréfrigérante puisqu'il précise réaliser une injection journalière de chlore (hypochlorite de soude - n° index : 017-011-00-1). Une opération de contrôle journalière de la javel et du niveau de la cuve est réalisée : elle identifie un suivi du chlore.

L'exploitant indique ne pas utiliser de biocides non oxydants. Le jour de l'inspection, au droit de la tour aéroréfrigérante, il n'a pas été constaté la présence de biocides non oxydants.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure "maîtrise du risque légionelles" (dont la dernière révision est datée du 2 décembre 2014) : elle évoque une fiche spécifique stratégie de traitement qui n'est pas disponible.

Constat n°20251117-7 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20251117-7 : l'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Produits de décomposition des biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
Prescription contrôlée : <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
Constats : <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure "maîtrise du risque légionelles" (dont la dernière révision est datée du 2 décembre 2014) : elle évoque une fiche spécifique stratégie de traitement qui n'est pas disponible.</p> <p>Constat n°202511-8 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de préciser dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Constat n°202511-8 : l'exploitant précise dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Traitement préventif
Prescription contrôlée :

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

Constats :

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure "maîtrise du risque légionelles" (dont la dernière révision est datée du 2 décembre 2014) : elle évoque un plan de surveillance.

Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de le présenter.

Constat n°202511-9 : non-conformité : l'exploitant n'a pas identifié des indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°202511-9 : l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit. Pour chaque indicateur, il définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles

Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont

exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.
Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en *Legionella pneumophila* est réalisée.

Constats :

L'inspection constate via l'application GIDAF que sur la période de novembre 2024 à octobre 2025, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est respectée (une fois par mois) à l'exception du mois de juin 2025 où aucun prélèvement - analyse n'a été réalisé ; aucune explication n'est avancée par l'exploitant.

Par sondage sur cette même période, l'inspection constate que les analyses sont effectuées selon la norme NF T90-431 (avril 2006).

Dans le cas de l'arrêt du 22 au 29 septembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé un prélèvement le 2 octobre 2025, soit dans le délai réglementaire d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transmission des résultats à l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : L'inspection constate, via l'application GIDAF, que sur la période de novembre 2024 à octobre 2025, les résultats d'analyse sont transmis dans un délai de 30 jours, à l'exception des résultats des prélèvements des mois de janvier 2025 (qui n'ont été transmis que le 17 mars 2025).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Surveillance de la concentration en légionelles
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. ----- En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.
Constats : L'exploitant indique que les prélèvements étaient réalisés jusqu'à alors par la responsable HSE du site (maintenant absente du site) et par un autre personnel de l'installation. L'exploitant présente la fiche de formation de ce dernier personnel au risque légionelle. L'exploitant précisera si la formation dispensée comportait également des éléments sur la formation au prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes
Prescription contrôlée :

Chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;

Constats :

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le mode opératoire procédé "utilisation de la tour aéroréfrigérante" dont la dernière révision (n°9) : il précise les éléments suivants concernant l'arrêt de la tour "*Cette marche à suivre se fait :*

- *En cas de contamination Légionnelle : dépassement du seuil de 100'000 UFC / litre.*

- *en cas de panne de la TAR.*

Arrêt de la TAR.

Avant toute intervention sur la TAR, faire une désinfection comme décrit dans le chapitre 2.2)

Lavage annuel. Arrêter les 4 évaporateurs, ce qui entraîne l'arrêt automatique de la TAR."

Cette procédure identifie donc une désinfection avant l'arrêt de la TAR.

Constat n°202511-10 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de procédure particulière d'arrêt immédiat de la dispersion par la tour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°202511-10 : l'exploitant élabore une procédure particulière d'arrêt immédiat de la dispersion par la tour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Concentration en *Legionella pneumophila* supérieur ou égal à 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a-----26.II.1.b-----26.II.1.c-----26.II.1.d-----26.II.1.e-----26.II.1.f

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes

Prescription contrôlée :

Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ».

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;

- la concentration en *Legionella pneumophila* mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;

- la date du prélèvement ;

- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté

Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois

L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à sa gestion

Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I.

Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi

Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article

Constats :

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure : maîtrise du risque légionelles (dont la dernière révision est datée du 2 décembre 2014) : elle présente un logigramme des

actions à mener en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

Ce logigramme précise notamment :

- l'alerte de l'inspection suivant un modèle en annexe ;
- la transmission du rapport à la DREAL dans les 2 mois ;
- la vérification de l'installation par un organisme agréé dans les 6 mois ;
- en cas de causes non identifiées, la révision complète de l'AMR dans les 15 jours.

Le logigramme indique l'arrêt de la dispersion sans en préciser l'immédiateté.

Le logigramme ne précise pas les actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Constat n°202511-11 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une procédure spécifique permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°202511-11 : l'exploitant élabore une procédure spécifique permettant l'arrêt immédiat de la dispersion et un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Concentration en *Legionella pneumophila* entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.a-----26.II.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Actions en cas de résultats non conformes

Prescription contrôlée :

Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité,

l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté

Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.

Constats :

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la procédure "maîtrise du risque légionelles" (dont la dernière révision est datée du 2 décembre 2014) : elle présente un logigramme des actions à mener en cas de concentration en légionelles supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

Le logigramme ne précise pas les actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues.

Constat n°202511-11 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une procédure spécifique précisant les actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°202511-11 : l'exploitant élabore une procédure spécifique précisant les actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Entretien des appareils et réserves en produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain
Prescription contrôlée : Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté que l'appareil de traitement était en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Emplacement et marquage du point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
Constats : L'exploitant précise que l'eau d'appoint est injectée dans le circuit à l'autre bout de l'usine. L'annexe n°1 (schéma détaillé de la tour aéro-réfrigérante) du mode opératoire procédé "utilisation de la tour aéroréfrigérante" dont la dernière révision (n°9) est datée du 20/03/2020

<p>indique que cet apport se fait en amont des condenseurs EV4 et EV3.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence du point de prélèvement dénommé PE20 (même dénomination que dans l'annexe n°1 (schéma détaillé de la tour aéro-réfrigérante)). Un affichage plastifié est présent mais peu visible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un affichage pérenne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 jours</p>

N° 17 : Obligation de port d'EPI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate l'absence de panneau signalant l'obligation du port des EPI, masques notamment (et ce sur chaque face de la tour aéro-réfrigérante).</p> <p>Elle constate l'affichage de l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2004 n°967 du 10 mai 2004 fixant des prescriptions complémentaires pour la prévention de la prolifération des légionelles dans la tour aéroréfrigérante de la SA EUROSERUM pour son installation située sur le territoire de la commune de PORT SUR SAONE. Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté préfectoral recodificatif portant autorisation environnementale n°70-2022-12-14-00005 du 14 décembre 2022 qui précise que l' (ou les) arrêté(s) ministériels s'applique(nt). Ainsi, seules les dispositions de cet arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sont applicables. Elles sont utilisées comme base réglementaire du présent rapport d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un panneau signalant l'obligation du port des EPI à proximité de la tour aéroréfrigérante, notamment l'obligation du port d'un masque.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 jours</p>